

Année 1940



669

THÈSE
— POUR LE —
DOCTORAT EN MÉDECINE
(DIPLOME D'ÉTAT)

par

M. PELEGRY Pierre

Né le 6 Février 1910 à Pontoise (S.-et-O.).

Les Établissements Hospitaliers de Périgueux
à travers les âges

Président : M. LAIGNEL-LAVASTINE
Professeur

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1940

THESE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

par

PELEGRY Pierre

Né le 6 Février 1910, à Pontoise (S.-et-O.).

LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS
DE PÉRIGUEUX
à travers les âges

Président : M. LAIGNEL-LAVASTINE, Professeur.

PERIGUEUX
D. JOUCLA, EDITEUR
19, RUE LAFAYETTE, 19

1940

LE DOYEN ... TIFFENEAU

I. — PROFESSEURS

Anatomie	ROUVIERE.
Physiologie	Léon BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	POLONOVSKI
Bactériologie	Robert DEBRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	BAUDOUIN
Pathologie médicale	PASTEUR-VALLERY- RADOT.
Pathologie chirurgicale	MONDOR.
Anatomie pathologique	LEROUX.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	AUBERTIN.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LEVY-VALENSI.
Pathologie expérimentale et comparée	Henri BENARD.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	CHIRAY.
Clinique médicale	ABRAMI.
	FIESSINGER.
	LOEPER.
	RATHERY.
	LEREBOULLET.
	NOBECOURT.
Hygiène et clinique de la première enfance	LAIGNEL-LAVASTINE
Clinique des maladies des enfants	GOUGEROT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	GUILLAIN.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.	LEMIERRE.
Clinique des maladies du système nerveux	CUNEO.
Clinique des maladies infectieuses	GOSSET.
Clinique chirurgicale	GREGOIRE.
	LENORMANT.
	VELTER.
	CHEVASSU.
	COUVELAIRE.
	JEANNIN.
	LEVY-SOLAL.
	MOCQUOT.
Clinique gynécologique	OMBREDANNE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	HARVIER.
Clinique thérapeutique médicale	LEMAITRE.
Clinique oto-rhino-laryngologique	Pierre Duval.
Clinique thérapeutique chirurgicale	M. VILLARET.
Clinique propédeutique	TROISIÈRE.
Clinique de la Tuberculose	MATHIEU.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte ..	LAUBRY.
Clinique de cardiologie	Clovis VINCENT.
Clinique de neuro-chirurgie	N...
Assistance Médico-sociale	HAZARD.
Professeurs sans chaire	MULON.
	OLIVIER.
	SANNIE.
	VERNE.

II. — AGREGES EN EXERCICE

MM.		MM.	
AMELINE	Pathologie chirurgicale.	GIROUD	Histologie.
BARIETY	Pathologie médicale.	HAGUENAU	Pathologie médicale.
BERNARD (Etienne).	Pathologie médicale.	HALPHEN	Oto - rhino - laryngologie.
BESANCON (Justin).	Hydrologie.	JOANNON	Hygiène.
BONNET	Bactériologie.	LACOMME	Obstétrique.
BOULANGER	Chimie.	LANTUEJOUL ..	Obstétrique.
BOULIN	Pathologie médicale.	LAVIER	Parasitologie.
BROUET	Pathologie médicale.	LELONG	Pathologie médicale.
BULLIARD	Histologie.	LEMAIRE	Pathologie expérimentale.
CACHERA	Pathologie médicale.	LENEGRE	Pathologie médicale.
CORDIER	Anatomie.	Mlle J. LEVY	Pharmacologie.
COSTE	Pathologie médicale.	MARCHAL	Pathologie médicale.
COUVELAIRE (Roger).	Urologie.	MENEGAUX	Pathologie chirurgicale.
DELARUE	Anatomie pathologique.	MOLLARET	Pathologie médicale.
DELAY	Pathologie médicale.	MOUQUIN	Pathologie médicale.
DEGREZ (H.)	Physique.	PATEL	Pathologie chirurgicale.
DESOILLE	Médecine légale.	PETIT - DUTAILLIS.	Pathologie chirurgicale.
DIGONNET	Obstétrique.	RENARD	Ophthalmologie.
DOGNON	Physique.	RICHET	Physiologie.
FEVRE	Pathologie chirurgicale.	SENEQUE	Pathologie chirurgicale.
FUNCK - BRENTANO.	Pathologie chirurgicale.	SICARD	Pathologie chirurgicale.
GALLIARD	Parasitologie.	SOULIE	Pathologie médicale.
GARCIN	Pathologie médicale.	SUREAU	Obstétrique.
Mlle GAUTHIER-VILLARS,	Anatomie pathologique.	TURPIN	Pathologie médicale.
DE GENNES	Pathologie médicale.		Pathologie chirurgicale.
		WILMOTH	chirurgicale.

III. — AGREGES RAPPELES A L'EXERCICE

POUR LE SERVICE DES EXAMENS

MM.		MM.	
ALGLAVE	Pathologie chirurgicale.	HUGUENIN	Anatomie pathologique.
BUSQUET	Pharmacologie.	LE LORIER	Obstétrique.
CHAILLEY-BERT.	Physiologie.	NEVEU-LEMAIRE.	Parasitologie.
GUENIOT	Obstétrique.	PIEDELIEVRE ..	Médecine légale.
HEITZ-BOYER ..	Pathologie chirurgicale.	VAUDESCAL	Obstétrique.

IV. — AGREGES CHARGES DE COURS
DE CLINIQUE ANNEXE
A TITRE PERMANENT

MM.		MM.	
ALAJOUANINE ..		BASSET	
BRULE		BROCQ	
CATHALA		CADENAT	
CHABROL		GATELLIER	
CHEVALLIER ...	Clinique médicale	de GAUDART	Clinique chirurgicale
DONZELOT		d'ALLAINES ..	
DUVOIR		LEVEUF	
GASTINEL		MOULONGUET ..	
LAROCHE (G.) ..		MOURE	
LIAN		OUENU	
MOREAU		FEY	
SEZARY			
	MM.		
	EGALLE	Clinique obstétricale.	
	METZGER		
	PORTES		
	VIGNES		

V. — CHARGES DE COURS

CHAILLEY-BERT ,agrége		Education physique.
LEDOUX-LEBARD		Radiologie clinique.
RUPPE		Stomatologie.
WEIL-HALLE		Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans des dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

*A Monsieur le Professeur Laignel-Lavastine,
mon président de thèse;*

A mes maîtres

*de l'Ecole Annexe de Santé Navale de Brest
et de la Faculté de Médecine de Bordeaux;*

A mes maîtres des Hôpitaux de Paris :

M. le D^r Boidin, médecin des hôpitaux;

M. le Professeur Mocquot;

M. le Professeur Devraigne;

M. le D^r Weill-Hallé, médecin des hôpitaux.

A mes maîtres de l'Hôpital Notre-Dame de Bon Secours :

M. le D^r Quénu, chirurgien des hôpitaux;

M. le D^r Coffin;

M. le D^r Bailleul, chirurgien;

M. le D^r Chavany.

M. le D^r du Castel;

A ma femme

A mon regretté père

A ma mère

A ma famille

Les Établissements Hospitaliers de Périgueux

à travers les Ages

Au moyen âge, la ville de Périgueux était divisée en deux villes bien distinctes et qui étaient la Cité de Pétragore et la ville du Puy-Saint-Front. C'est le 6 des ides d'Avril de l'an 1217 que les autorités des deux villes essayèrent de mettre fin à ce quasi état de guerre permanent.

L'accord ne put se faire entièrement. Ce n'est donc qu'en 1240 que le Chapitre de Saint-Etienne et tous les clercs, damoiseaux et autres habitants de la Cité, d'une part; les consuls et la Commune de la ville du Puy Saint-Front, d'autre part déclarèrent qu'ils ne feraient plus à l'avenir qu'un seul Corps ou Université. Malgré ces bonnes résolutions, en 1250, on note une sentence arbitrale de l'Evêque de Périgueux au sujet de discordes entre les deux cités.

Tout semble s'apaiser; en 1269 un acte de renouvellement du traité de 1240 est signé entre les deux partis ; enfin en 1330 un acte nouveau modifie certains articles du même traité de 1240.

L'union est enfin réalisée en 1334.

Le rappel succinct de l'histoire de la ville de Périgueux est nécessaire pour expliquer la présence de nombreux hôpitaux aux XII^e et XIII^e siècles.

Il faut aussi noter que la ville de Périgueux se trouvait sur le passage des pèlerinages.

Le plus loin que nous puissions remonter, nous nous trouvons en présence de différents établissements hospitaliers; léproseries, maladreries et hôpitaux. En effet il semble bien qu'au XII^e siècle, les léproseries et les maladreries avaient un sens bien défini.

Les léproseries, appelées aussi dans les archives du temps ladreries, ladrieres, leydrauses, leydrosa et peut-être lédriers ne recevaient que des lépreux ou ladres à demeure.

Les maladreries, appelées aussi malaudies, maléties, malauries ou malets semblent n'avoir été affectées qu'à la réception de pèlerins malades. C'est probablement la raison pour laquelle il n'en est aucune trace dans la ville de Périgueux même.

Toutefois un document de 1320 parle de travaux effectués à la maladrerie de Saint-Hippolyte pour emmurer les lépreuses. Nous ne prendrons donc pas parti pour la soutenance d'une différence entre léproserie et maladrerie; les maladreries ayant pu recevoir momentanément les lépreux.

Nous n'étudierons que les léproseries et les Hôpitaux.

I. — LEPROSERIES

A ce sujet le testament d'Hélie de Vitrac aîné, habitant de Périgueux mort en 1310, nous permet de situer quatre léproseries; en effet, dans ce testament, il léguaît : « *Le prosiarium Sanch-Ypoliti de Salvango, de Capite Pontis Civitatis Petragoricencis et del Tholon prope Petragoras, duas denariatas panis semel* ».

La léproserie del Tholon ou de Saint-Antoine se trouvait dans la paroisse du Toulon. Un document antérieur d'un siècle au testament d'Hélie de Vitrac, nous permet de penser que cette léproserie existait déjà en 1205 il s'agit du testament d'Hélias de Engolisma, dont parle Pierre, Abbé de Chancelade (1189-1205).

Léproserie de Saint-Hippolyte : mentionnée déjà en 1245 et en 1290 puis dans d'autres documents, notamment Archives Communales de 1320-1321 et 1339, semble avoir été la plus importante; confisquée en 1794, devint Bien national et ne resservit plus comme bâtiment hospitalier. Les locaux existent toujours, au bord de l'Isle dans un coin boisé, c'est d'ailleurs la seule léproserie visible à Périgueux.

La léproserie de Salvango, encore appelée Salvanjou semblant provenir du latin Salvitas, était située dans la paroisse actuelle de Saint-Martin (mentionnée en 1248) On n'en trouve plus de traces.

La léproserie de Capite Potis Civitatis Petragoricencis, ou de Capite Pontis Lapidei (1265) devenue plus tard Saint-Jacques, sise au Sud-Ouest de l'ancien Pont-Japhet. Cette léproserie servit de fondation au couvent Sainte-Claire en 1293, tout en continuant à hospitaliser les lépreux (1320). Ce couvent existe encore, il servit d'hôpital de 1802 à 1804, ayant été utilisé jusqu'en 1802 comme hospice (Délibération du 1 Thermidor an IX).

Nous devons citer le *Prieuré de la Daurade* (1206) qui abritait éventuellement le surplus de lépreux (1320); il était situé près de la Fontaine Saint-Hippo'lyte de la léproserie précédente.

Nous ne pouvons terminer ce chapitre sur les léproseries sans donner un résumé d'un document des archives communales de 1320, où l'on trouve de curieux détails sur le traitement des lépreux :

Le Jeudi Saint 1320, un grand nombre de lépreux fut appréhendé et conduit à l'hôpital du Toulon, au Prieuré de la Daurade, à la tête du Pont de Pierre et à Saint-Hippolyte, quelques-uns furent conduits au Consulat. C'est alors qu'on s'occupe de les désinfecter, on les garrotte, et après leur avoir fait prendre un peu de vin pour soutenir leurs forces, on les enfume. *Costet palha et rams verts per fumar lors digiets*. Pour éviter leur contact aux interrogatoires, des gaffes ont été préparées, une nouvelle exécution par le feu est faite « *per ardre les digiestas en*

bucha ». Le traitement dut être radical car la ville s'empara de l'argent qu'ils avaient sur eux, et fit vendre leurs bestiaux, vignes et terres.

Pour confirmer ce document, l'on constate qu'en 1321 un lépreux fut brûlé vif et des lépreuses emmurées vivantes à Saint-Hyppolyte. Ces supplices disparurent peu à peu et en 1346 des lépreux sont employés à construire les murs de fortifications. A partir du XV^e siècle, les lépreux vécurent isolés dans les léproseries, se mariant entre eux et travaillant pour subvenir aux besoins de la communauté.

Dès 1663, il semble bien qu'il n'y eut plus qu'une seule léproserie en effet dans les registres de la Paroisse Saint-Georges, nous trouvons les décès de « Magdaleine Melier, femme de François Delu, de la famille de la maladrerie de Périgueux, décédée dans la dite maladrerie » et de « Jean-Razé, décédé en 1664 dans la maladrerie de Périgueux ». Cette maladrerie est Saint-Hippolyte, qui est, nous le savons, dans la Paroisse Saint-Georges.

II. — LES HOPITAUX

Il a existé à Périgueux, un nombre important d'hôpitaux par suite de la scission des deux cités.

Quelques-uns ne sont que peu cités et semblent avoir existés avant le XII^e siècle et avoir disparus complètement en 1310. Nous ne les citerons que pour mémoire.

L'hôpital de Saint-Hilaire, dans la paroisse du même nom dans la ville du Puy-Saint-Front.

L'hôpital de la Clautre, qui était situé au Puy-Saint-Front.

L'hôpital hors de la Porte de l'Eguilharria (1240).

Mais Hélie de Vitrac nous donne encore dans son testament, en 1310, le nom des quatre hôpitaux qui restaient

en activité. Il léguaît aussi deux deniers « *in hospitalibus sancti Silani, de l'Arsault et de Carroffio et Sancti Petri Petragoricencis* ».

L'hôpital de Saint-Silain, sis dans la paroisse du même nom, aussi appelé Sen-Sila, est mentionné au XII^e siècle, puis en 1332 pour un crime commis par un homme de son personnel. En 1337, il est devenu le plus important des quatre, et est appelé « Ospital Général »; enfin, en 1504, des travaux d'appropriation y sont faits.

L'hôpital de l'Arsault, de « *Arduo Saltu* », se trouvait dans le faubourg actuel de l'Arsault; il en est fait mention en 1252 au sujet d'une rente en 1253 au sujet d'un legs, enfin un document de 1312 le situe sur les bords de l'Isle. Il fut entièrement détruit pendant les guerres du XV^e et XVI^e siècles.

L'hôpital de Charroux, au bas d'Ecornebœuf, situé aussi sur les bords de l'Isle, est mentionné dans les archives en 1247 et en 1270. L'Abbé Audierne dans son ouvrage sur le Périgord, édité en 1851, déclare que cet établissement fut vendu à Ayremberge, fille d'Archambaud III, et que c'est lui qui servit de fondation au couvent Sainte-Claire, où se trouve actuellement les abattoirs de la ville de Périgueux; or, en 1382, le testament de Guillaume de Grimoard, damoiseau de Grignols, fait le vendredi avant la chaire de Saint-Pierre, léguaît 2 sols à chacun des hôpitaux suivants: « *de Arduo Saltu, de Sancto Silano, de Brunetto et de Carroffio de Pétragore* ». Il ne peut donc s'agir du couvent de Sainte-Claire qui fut fondé en 1293 à l'emplacement de la léproserie du Pont Saint-Jacques.

L'hôpital Saint-Pierre, ou de *cematerio civilatis Petragoricencis* en 1260 ou de la Coeuilhe en 1290, avait son emplacement à côté du grand cimetière de la Cité. Il se composait d'une maison d'habitation, un jardin, une vigne, des treilles et quelques dépendances d'un seul tenant (Bulletin d'Archéologie du Périgord); il n'en reste plus de traces.

En 1339, un chanoine de Saint-Front, Pierre Brunet, sous épiscopat de Raymond VIII fonda un nouvel hôpital, près du moulin de Saint-Front, il s'appelait *Hôpital Brunet*, il était peu spacieux, les soins étaient donnés par les « Religieuses du pauvre Jésus ou du Crucifix ». En 1474, il devint « Ospital et Maison Dieu » pour devenir ensuite l'Hôtel Dieu.

En 1504, les hôpitaux de Saint-Silain et l'Hôtel-Dieu, reçoivent une subvention de la ville, de 5 sols tournois par jour, tant pour avoir du pain et de la pitance que pour faire ensevelir les morts. Dans les années qui suivent, la ville leur donne du bois, du blé et autres produits. En 1547 la veille de Noël quatre charges de bois à 5 sols la charge, sont distribuées aux deux hôpitaux. Les autres hôpitaux sont devenus de peu d'importance.

En 1528, ces deux hôpitaux sont insuffisants, on parle de construire un autre hôpital pour remplacer ceux de Saint-Silain et de l'Hôtel Dieu qui « ne sont situés en bon lieu et sont fort petits ». Déjà, en 1519, un terrain avait été acheté près de l'église de Saint-Gervais pour y construire un local pour les pauvres en temps de peste. En 1521, on avait réuni les médecins pour une consultation, sur les moyens à employer pour obvier à la peste. En 1523, une maison avait été achetée pour loger un chirurgien chargé des pestiférés. La peste fit de très grands ravages à Périgueux, nous en trouvons vingt épidémies en quatre siècles, la raison principale était la mauvaise hygiène des rues, l'entassement des ordures, dont nous trouvons la preuve dans les archives communales jusqu'en 1758, époque à laquelle les habitants du quartier du Plantier n'ayant pas de latrines versaient leurs immondices dans la rue où ils restaient jusqu'à ce que le bon vouloir des boueux, les en débarrassaient ce qui aux dires du rapporteur arrivait « très rarement ou mieux dire jamais. »

En 1531, il est encore parlé d'un projet de fondation d'un hôpital « par un notable personnage ».

Enfin en 1552, l'Hôtel Dieu réunit en un seul trois des autres petits hôpitaux disséminés : Arsaut, Charroux et Saint-Silain. Saint-Pierre de la Cité y fut adjoint en 1584; il devait recevoir les malades en cas d'épidémies extraordinaires.

En 1643, les religieuses de l'Hôtel Dieu ne suffisant plus, des jeunes filles charitables de la ville se vouèrent spontanément aux soins des pauvres malades et des enfants « exposés » jusqu'à 7 ans.

Le 27 avril 1643, deux de ces jeunes filles, les demoiselles Antoinette et Jeanne de Juilhard, Angoumoises, ayant pris un certain ascendant sur leurs compagnes, reçurent de l'Evêque de Périgueux l'autorisation de vivre en communauté et de poser ainsi les fondements d'une congrégation locale « Sœurs de Sainte-Marthe du Périgord. » L'hôpital prit alors le nom d'Hôpital de Sainte-Marthe.

En 1646, l'hôpital Saint-Pierre était devenu une maison délabrée, l'hôpital Sainte-Marthe recule devant les réparations et le cède le 23 décembre 1646 au sieur Jean de la Cropte qui versera chaque année 25 livres de rentes à Sainte-Marthe et construira ailleurs un autre local pour ces temps d'épidémies. Il le construisit sur les ruines d'une ancienne chapelle dédiée à Sainte-Anne. Cet hôpital Sainte-Anne ne servira que « pour y loger les pauvres atteints de maladies populaires et autres occurrences, comme on avait accoutumé de se servir du dit lieu de la Coeuille ». On ne trouve aucun autre document, hormis ceux de la fondation.

En 1659, Christofle de Reymon, seigneur de Saint-Pol, curé de Varets en Bas Limousin, fils de Gabriel, sieur de Vignolles, et de Margueritte de Macanan, dame de Salle-gourde, retiré à l'Abbaye de Chancelade, fonda à Périgueux un établissement destiné à recevoir les enfants pauvres, les élever dans l'esprit du christianisme, et leur donner un état. Cet esai, ayant réussi, il donna les règles pour une hospitalisation générale des pauvres et laissa à cet effet sa propriété du « Chapeau Rouge », sise en la

paroisse de Saint-Martin de Périgueux, le 23 juin 1663. Le 22 avril 1665 une « déclaration du Roy » donna le cachet officiel à cette institution. Dans cette déclaration le nom du fondateur n'est pas cité, mais le Roy suit les points principaux fixés par Christofle de Reymon.

L'administration est confiée à 12 notables bourgeois, choisis dans les Corps et Compagnies de la ville, élection par moitié tous les deux ans; mandat de quatre ans.

La nomination d'un médecin, et d'un chirurgien ou de plusieurs doit être faite par la commission administrative. Ils n'ont le droit de représenter au Bureau que les choses qui regardent seulement les fonctions de leurs charges, ils sont destituables à volonté.

Tous les pauvres, valides ou invalides, spécialement les orphelins, les aveugles et les « extropiez » y sont reçus et employés : la mendicité est interdite sous peine de carcan et de pilori, et ceux qui donnent argent ou logis aux mendiants, devront être condamnés à 4 livres d'amendes, qui seront versées à l'hôpital.

Les ressources de l'Hôpital étant restreintes, les officiers de Judicature et de finances, avocats, procureurs, greffiers, commis, huissiers, sergents, notaires, sont taxés lors de leur réception ou installation en leur offices. Cette taxe varie suivant les offices :

Un président présidial, un lieutenant général, assesseur, procureur du roy, greffier chef	18 Livres
Conseiller et Avocat du Roy	12 Livres
Prévot de Maréchaussée	12 Livres
Avocats	6 Livres
Procureurs	5 Livres
Archers	3 Livres

De même aucune personne ne peut venir habiter ou établir un commerce si elle n'a pas payé une taxe pour l'Hôpital.

L'Hôpital est par contre exempt de toutes taxes, et il reçoit tous les hôpitaux, maladreries, léproseries, hospices, etc... donné pour les pauvres dans la Sénéchaussée de Périgueux, sauf bien entendu ce qui appartient à Sainte-Marthe.

Les pauvres hospitalisés tombant malades, doivent être envoyés à Sainte-Marthe et ne reviendront qu'après leur convalescence.

La direction est confiée à un Directeur nommé pour 4 ans. Le personnel comprend une sœur dite de la Charité, aidée de quelques séculières à titre de servantes.

Malgré les taxes prélevées pour lui, l'Hôpital ne fut pratiquement ouvert qu'en 1690.

Un nouvel édit en 1693 étendit le nombre des propriétés de cet établissement, en particulier la maladrerie de Bruzac qui vint s'ajouter notamment au Moulin de Douzeau sur la Delle, sis au Vieux-Mareuil, don en 1669 de G. Duteil écuyer, Sieur de la Garde.

L'Hôpital Sainte-Marthe profita aussi des libéralités, puisque nous trouvons un don de 15.000 Livres fait par le Prince de Condé (1688) pour l'aménagement de 12 lits, ainsi que des dons de Mgr Francheville (1693-1703) et de Mgr Le Boux 1666-1693), Evêques de Périgueux.

En 1701, les autorités de la Ville demandèrent aux sœurs de Sainte-Marthe de diriger l'Hôpital, elles envoyèrent quelques sœurs, mais à la suite de discussions, elles revinrent à Sainte-Marthe en 1704. Ce ne fut qu'en 1721 qu'elles reprirent la direction de l'Hôpital général. Cet Hôpital s'appelait aussi Hôpital de la Manufacture ou encore de Saint-Louis; les pauvres infirmes y apprenaient un métier et ils pouvaient même obtenir un titre de maître, c'est ainsi que nous trouvons en 1705, un « maître Sargeur » et en 1711 un maître « Espinglier ».

Après 1721, l'Hôpital général qui avait été jusqu'à cette date Asile de vieillards, hospice et dépôts de pauvres, ne gardera plus que les vieillards et les infirmes. En effet, on applique peu à peu les Arrêtés de Moulins et de Tours,

confirmés en Avril 1665 puis le 12 octobre 1686, puis ! 21 janvier 1691, enfin en 1748 par Arrêt de la cour du Parlement, ordonnant aux mendiants des deux sexes, non originaires de Périgueux ou sa banlieue, de se rendre dans leurs lieux de naissance; où il devait être pourvu à leur nourriture et subsistance; déjà en 1741, on les employait aux travaux publics. En 1759, une maison est acquise pour servir de maison de Force aux mendiants. Un dépôt de pauvres est créé ensuite dans la Cité, aux casernes; en 1771, les édiles croient qu'une contagion a comme cause « l'infection du dépôt des pauvres situé dans la Cité », et ils demandent son transfert dans un autre endroit; il ne dût pas être accédé à leur demande, car en 1774 on trouve à nouveau mention dans un registre de la paroisse de la Cité « du dépôt de pauvres de la Caserne ».

Le nombre des infirmes à l'Hôpital général s'élève en 1767 à 80, et pour eux l'on introduit des métiers à filer le coton ce qui permet de nourrir les fileurs, les cardeurs et tisserands ainsi que les pauvres que l'on y envoie.

Malgré l'absence de malades à l'Hôpital général un médecin et un chirurgien y étaient affectés, et c'est gracieusement qu'ils apportaient leur concours. De plus ils étaient nommés par la Commission administrative.

Nous trouvons en effet dans les délibérations de la dite commission la nomination en 1743 du Docteur en Médecine Merlhes et plus tard un Sieur La Combe, voulant être nommé chirurgien à l'Hôpital, adressa une lettre à M. de la Martinière, chirurgien du Roy à Versailles, qui lui répondit ne pouvoir intervenir. Ce fut Jean Jermillac, maître en Chirurgie et Docteur en Médecine à Périgueux qui faisait des cours de Pathologie, à la Chambre commune de Saint-Côme, sise rue Limogeanne, qui fut nommé; il y resta jusqu'au 9 vendémiaire an VIII; il écrivit en 1792, chez Dauriac, imprimeur de la Constituante, à Périgueux, un in 8° « Instructions succinctes sur les accouchements ». Entre 1780 et 1790, le nombre des maîtres chirurgiens à Périgueux étaient de 15, dont six étaient chargés de cours à la salle Saint-Côme.

En 1785, les sœurs étaient au nombre de 7, et la direction était dans les mains de la sœur Duqueroi.

L'Hôpital Sainte-Marthe continue à fonctionner comme Hôpital mais de local peu spacieux qu'il était en 1339, il était devenu un bâtiment assez important et qui existe encore en partie 25, rue du Niveau, et même encore assez dans sa forme primitive; deux ailes en retour d'équerres franchissent sur arcades la rue du Niveau, joignent au midi ce que l'on appelle improprement l'ancien moulin de Saint-Front, à l'ouest, la rue de l'Harmonie.

La réglementation des admissions à Sainte-Marthe arrêtée par la commission administrative du 13 décembre 1739 est ainsi conçue « sont admis les malades autres que les domestiques des gentilhommes non bourgeois et qu'ils n'aient pas ulcères invétérés, teigne, écrouelles, épilepsie ou mal caduc, paralysie et autres maux vénériens et incurables, non plus que les femmes enceintes, même malades ».

Le nombre des malades s'élevait à une trentaine, d'après un document de 1779. Leur nourriture était la cause de réclamations adressées par les sœurs aux autorités. Dans ces réclamations, les sœurs citaient toutes leurs dépenses: laveuses, frais d'entretien de l'hôpital, de nourriture des malades. « Il faut, à déjeuner et à collation, quelques œufs pour les uns, quelques rôties au vin pour les autres, un peu de fruits cuits pour d'autres. » Pour les repas de 29 malades, il fallait 33 livres de pain, 3 pintes de vin à diner, 6 livres 1/2 de viande, des œufs et du lard. La ville versait bien une rente annuelle de 715 livres qui était insuffisante. En dehors de ce revenu, les sœurs étaient payées par les militaires qu'elles recevaient, mais seulement dans les cas urgents; la journée était de 13 sols, avec en plus 6 sols à la sortie; en cas de décès, il était versé 40 sols en plus pour frais de sépulture.

De même, l'hôpital pour les prisonniers hospitalisés recevait 6 à 7 sols par jour.

Le service médical était assuré gracieusement par un médecin et un chirurgien; ces praticiens, ainsi que ceux de l'hôpital, pouvaient, en cas de services spéciaux, toucher une gratification; c'est ce qui advint à un Sieur Roche, chirurgien de Sainte-Marthe, et à son aide, le Sieur Petithomme de Lafaye, en 1767.

En avril 1789, par suite de l'admission à Sainte-Marthe de certaines malades seulement, les Demoiselles Duclaud et Bouchier de Vignéras demandèrent à l'Evêque de Périgueux l'autorisation d'établir un hospice pour les pauvres malades, qui ne peuvent entrer à l'hôpital, pour les femmes en couches et pour les pauvres prisonniers sains ou malades. L'autorisation fut donnée le 16 avril 1789 et l'établissement fut fondé au 3 ou 5 de la rue de la Miséricorde; à la Révolution, les filles secourues furent chassées; de même, les sœurs de Sainte-Marthe durent partir en janvier 1794 de l'hôpital de Sainte-Marthe, et en avril 1795, de l'hôpital général; elles furent remplacées par des infirmières laïques.

Pendant la Révolution, l'hôpital devint hôpital de l'Humanité; son administration semble avoir laissé beaucoup à désirer, car, en l'an IX, une nouvelle commission fut formée avec ordre de ne pas reconnaître les dettes précédentes. A cette date, l'hôpital comprenait, outre les infirmes, 80 lits pour malades civils et militaires; pour ceux-ci, il sera payé 80 centimes par jour jusqu'au 1^{er} Messidor an XI, où la somme sera élevée à 1 franc. C'est la même année, mais en brumaire, que les médecins et les chirurgiens toucheront 300 francs par an. En 1800, les sœurs de Sainte-Marthe étaient revenues à l'hôpital. De plus, au Concordat, une partie des biens furent restitués ou remboursés. Nous manquons de renseignements jusqu'en 1815, les archives de cette période ayant disparu, ainsi que celles de la Révolution. Le 17 avril 1826, une salle est affectée pour les autopsies. Le 31 mai 1827, le « médecin de la vaccine » se fait attribuer une chambre à l'hôpital « pour les soins que lui imposent ses fonctions ». De même, le 20 février 1827, on voit l'apparition des premiers lits en fer. En 1832, la Commission Administrative commande un appareil importé de Russie pour

les bains de vapeur curatifs du « choléra morbus ». Le nombre des hospitalisés va en augmentant; en 1822, on nomme un second médecin. En 1813, les vénériens et galeux militaires restent à Périgueux et ne vont plus à Rochefort. Le nombre des journées de malades qui, en 1831, est de 19.449, passe en 1833, à 81.789. Le travail augmentant, la gratification annuelle des médecins passe à 400 francs, sans compter des gratifications données par le Ministre de la Guerre. A cette date de 1833, le nombre des malades est de 164, dont 45 vieillards ou infirmes, et 100 militaires. Les militaires ont quatre salles pour eux: deux pour les vénériens, une pour les fiévreux, une pour les blessés, et on demande la construction d'une salle pour les galeux. Le nombre augmentant des malades amène des discussions entre la Commission et les sœurs, celles-ci soignant très bien les infirmes, mais manquant d'éducation hospitalière pour les malades. On lit, dans le compte-rendu de la réunion du 20 novembre 1834, un véritable réquisitoire contre les sœurs de Sainte-Marthe, et, finalement, la Commission décide de demander six sœurs de la Charité de Nevers pour l'hôpital militaire et laisse l'hospice aux autres religieuses. Cela amena une division entre les deux partis, et le 9 août 1835, les sœurs de Sainte-Marthe s'en allèrent.

Le 2 décembre 1842, un dépôt de mendicité fut créé dans le quartier de la Cité et fonctionna grâce au concours des sœurs de Sainte-Marthe, à partir du 22 décembre. L'autorisation ministérielle est du 5 avril 1844. Les sœurs étaient au nombre de 3, sous la direction de la mère Marguerite Pichon. Ce dépôt comprenait 8 lits, il se trouvait le long de la rue Romaine sur les terrains qui sont situés entre la rue des Vieilles-Bougeries et la voie ferrée, le local était loué, ce n'est qu'en 1847, le 6 février qu'il fut acheté aux héritiers Gonthier. En 1851, il renfermait 70 pauvres; en 1868, étant devenu trop petit, on ajouta plusieurs salles sur la gauche du corps de logis, et le nombre des religieuses fut porté à 5. En 1892, la mort de M. de Jay, comte de Beaufort, laissa au Conseil d'administration du dépôt de mendicité, dans les dépendances du château Darrière, des terrains assez importants

pour bâtir un établissement plus grand, et convenant mieux à l'hospitalisation des vieillards. Dès 1897 des plans furent mis à l'étude et le transfert eut lieu le 15 novembre 1903; son nom devint « Asile Jay de Beaufort »; ce n'était plus un dépôt de mendicité, mais un véritable asile. Le 1^{er} janvier 1921 il fut rattaché à l'hôpital de Périgueux (Arrêté du 23 brumaire an V, ordonnance du 31 octobre 1821).

En 1929, M. Napoléon Magne légua à la Commission administrative des Hospices, son château de Trélissac avec le parc et 150 hectares de terrain pour l'organisation d'un établissement hospitalier. Le 1^{er} mai 1934, le transfert des services « Médecine femmes » et « Maternité » de l'hôpital au château de Trélissac était effectué; l'ensemble, ses garages et remises, fut organisé en février 1936 et put recevoir 60 vieillards. Les sœurs de Nevers y sont au nombre de trois. Le service médical est assuré par un médecin pour le service « Médecine femmes », un médecin accoucheur et une sage-femme résidente pour la « Maternité ».

Le service « femmes » comprend 20 lits, la « Maternité » 19 lits et 15 berceaux.

Le service médical de l'hôpital est assuré par trois médecins ayant un service chacun. Hommes, enfants, contagieux: par deux chirurgiens qui se partagent les salles hommes et femmes; enfin, par des spécialistes: un ophtalmologiste, un oto-rhino-laryngologiste, un urologue et deux électroradiologistes, qui peuvent disposer de lits dans les services, notamment 17 lits à opht. O.R.L.

Tous ces médecins sont nommés par la Commission administrative; la limite d'âge est de 65 ans. Ils ne peuvent être relevés que pour faute grave: incurie notoire, et seulement après avis du Syndicat des Médecins et avec l'approbation du Préfet. (Loi du 7 août 1851.)

L'hôpital général lui-même dispose de 300 lits environ, dont 80 sont réservés aux militaires (temps de paix) 100 à la chirurgie, le reste médecine hommes, isolement, enfants assistés en dépôt.

La Commission administrative des Hospices a sous sa dépendance, dans les trois établissements, 650 lits environ.

Les difficultés d'installation à l'hôpital, de confort, chauffage et autres commodités nécessaires aux hôpitaux modernes, la vétusté des bâtiments, l'impossibilité de bâtir autour des bâtiments principaux par la situation en plein Périgueux, et l'encerclement par la rue du Président-Wilson, la rue Louis-Mie, la place du 4-Septembre et la place Bugeaud, ont décidé la Commission administrative des Hôpitaux de Périgueux, depuis de longues années déjà, à transférer l'établissement sur les terrains de la route de Paris, situés en face de l'orphelinat Parrot. L'annexe de Trélissac n'a pas suffi aux besoins grandissants de la ville et a amené une dispersion des malades, qui, bien que momentanée, n'en est pas moins incommode.

Les travaux du nouvel hôpital furent commencés en 1895. La première pierre fut posée par le Président de la République Félix Faure, le même jour que celle du Musée de Périgueux. Malheureusement la lutte entre Municipalités, d'opinions différentes, amena des divergences sur l'emplacement de construction du nouvel hôpital. Il fut décidé qu'il serait transféré dans les locaux du Séminaire et autres places qui, finalement, ne furent pas agréées. Les travaux furent repris au premier emplacement décidé, c'est-à-dire sur les terrains légués par le docteur Parrot, il y a peu d'années.

La déclaration de guerre du 3 septembre 1939 mit une nouvelle entrave à cette construction. Actuellement, les travaux ont pu reprendre, mais à un rythme ralenti. Il faut donc encore se contenter des locaux de l'hôpital et de l'annexe de Trélissac.

Depuis la guerre, l'autorité militaire dispose, en plus de l'hôpital de la Croix-Rouge, des locaux de l'Ecole professionnelle et du Préventorium de Lanmary.

Conclusion

Lorsque nous parcourons nos modestes recherches, nous nous apercevons que l'acheminement vers nos formations hospitalières actuelles, bien que semblant être une progression, n'est en réalité qu'une suite de phases bien nettes. Nous savons que les Romains n'avaient établi toutes les formations sanitaires que par suite d'un sentiment de pitié. Ce sentiment a évolué pendant les siècles qui suivent.

Au ^{xiii}^e siècle, période la plus reculée à laquelle nous avons pu remonter, nous voyons que cette pitié a fait place à la charité, mais une charité désordonnée. Telle paroisse aura soit un hôpital, soit une léproserie; telle autre aura aussi son lieu d'hébergement de pauvres ou de réclusion de ladre et les dons seront faits suivant les préférences de chacun.

Le moyen âge ne peut encore se débarrasser de l'influence du catholicisme et il brûle facilement ce qu'il ne peut comprendre. Nous trouvons ainsi de nombreux hôpitaux, léproseries, maladreries, etc..., mais lorsque les lépreux deviennent trop nombreux, on les brûle ou on le emmure. La fin du ^{xvii}^e siècle, avec les ordonnances de Louis XIV, amène une seconde phase à cette charité; elle devient ordonnée, elle est placée sous l'autorité du Roy, qui réglemente les hôpitaux. Les efforts en faveur des malades, étant plus cohérents, deviennent plus effectifs. Toutefois, on ne peut se résoudre à accepter encore tous

les malades, certains (écrouelles, teigne, ulcères) sont des objets de répulsion. Il faut attendre la réorganisation post-révolutionnaire pour arriver enfin au sentiment de droit de vivre qui préside à notre époque.

L'offensive faite concurremment par les autorités, les médecins et les Commissions, a permis à notre siècle de ne plus avoir cette répulsion des maladies « honteuses ». Il faut pourtant regretter que des discussions politiques n'aient pas permis l'achèvement, à son heure, de l'hôpital actuellement en construction, et qui aurait dû être fini au début du xx^e siècle, achèvement qui eut été le couronnement des efforts magnifiques faits depuis leurs origines en faveur des établissements hospitaliers.

PIERRE PELEGRY.

Vu
Le Doyen :
TIFFENEAU

Vu
Le Président de la Thèse :
LAIGNEL-LAVASTINE

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris
ROUSSY

Bibliographie

Archives départementales.

Archives communales antérieures à 1790.

Archives hospitalières de 1743 à 1794, 1802 à 1804, 1815 à 1940.

Bulletins de la Société Archéologique de Périgueux (1874-1939).

Périgord Illustré, par l'abbé Audierne (1851).

Les origines chrétiennes des Hôpitaux du Périgord, par A.-E. Pergot (1864).

Dictionnaire topographique de la Dordogne, par vicomte de Gourgues (1873).

La petite Histoire de Périgueux, par R. Benoit (1937).

Petite Histoire de Congrégation enseignante et hospitalière de Sainte-Marthe du Périgord, abbé Jarry.